

"Les difficultés du pool vert" dans Le Figaro (10 août 1954)

Légende: Le 10 août 1954, l'économiste rural Pierre Fromont, membre de l'Académie française d'agriculture et hostile à toute forme de dirigisme européen dans le secteur agricole, examine dans les colonnes du quotidien français Le Figaro les difficultés à créer une Europe agricole.

Source: Le Figaro. dir. de publ. BRISSON, Pierre. 10.08.1954, n° 3085; 128e année. Paris: Le Figaro. "Les difficultés du pool vert", auteur:Fromont, Pierre , p. 1; 10.

Copyright: (c) Le Figaro

URL: http://www.cvce.eu/obj/les_difficultes_du_pool_vert_dans_le_figaro_10_aout_1954-fr-fc15a963-2c59-4376-831f-d6c2c51d73a9.html

Date de dernière mise à jour: 12/12/2013

Les difficultés du pool vert

par Pierre Fromont

C'est une réunion quasi clandestine qu'ont tenue à Paris, au début de juillet, les ministres de l'Agriculture ou délégués de dix-sept nations européennes. Elle a poursuivi les travaux des conférences internationales qui, depuis que la France a lancé en 1950 l'idée du pool vert, s'efforcent de la faire entrer dans les faits. Elle a réussi à passer inaperçue. Par là, elle a continué la fâcheuse méthode de ceux qui, pleins de mépris pour les masses, veulent, par une sorte de nouveau paternalisme, leur imposer une organisation qu'on leur révélera lorsqu'il sera trop tard pour elles de la discuter. Cette discrétion traduisait aussi les difficultés très graves que rencontre aujourd'hui la réalisation de l'idée primitive.

Cette idée repose en effet sur l'affirmation d'une défaillance actuelle du fournisseur extra-européen. Les pays neufs, qui ravitaillent facilement les populations denses de l'Europe occidentale tant qu'ils sont restés au stade de l'économie agricole et du peuplement clairsemé, tendraient à consommer la totalité de leurs récoltes depuis que le nombre de leurs habitants a grandi et qu'une partie croissante d'entre eux se consacre à la production industrielle. La tendance ainsi dégagée est incontestable, mais elle se réalise lentement, avec de brusques et profonds retours en arrière. Nous assistons précisément aujourd'hui à l'un d'entre eux. La production de blé, l'un des grands produits d'importation de l'Europe, a progressé tellement vite que les Etats-Unis, à eux seuls, ont accumulé des stocks capables de satisfaire pendant un an les besoins du commerce mondial. Pour les produits laitiers comme le beurre, la surabondance est aussi la règle. Loin de craindre la pénurie, les nations européennes sont quotidiennement visitées par les représentants des pays d'outre-Atlantique qui viennent leur offrir des produits à un véritable prix de liquidation. Le danger réel n'est pas, pour elles, de manger, mais d'être submergées par des importations d'un volume si énorme et d'un prix si bas que leur agriculture s'en trouverait désorganisée pendant plusieurs années. Leur prêcher, au nom de l'Europe, l'acceptation de sacrifices pour accroître leurs productions et leurs achats de produits agricoles européens leur paraît une dérision, et c'est effectivement en une dérision que le sort a transmué un projet qui avait pour lui la générosité et la logique.

La déception est d'autant plus amère que les sacrifices nécessaires deviennent plus grands. On n'en avait jamais nié la nécessité, on savait que les prix agricoles de l'Ancien Monde sont actuellement plus élevés que ceux du Nouveau, mais on espérait que l'écart s'atténuerait.

Or il a atteint une amplitude imprévisible : le blé français est offert, rendu frontière, à 4.100 francs le quintal, tandis que les Etats-Unis, le Canada et l'Australie en offrent à 2.100 francs (f.o.b.) et que l'Angleterre, trouvant ce dernier prix trop élevé, refuse le marché ! Il est vrai que la Grande-Bretagne ne passe pas pour faire du sentiment en affaires, mais l'Allemagne, qui est présentée par certains comme le « bon Européen », n'accepte le produit français que s'il n'est pas plus cher que le produit américain. Sans doute c'est être Européen à bon compte, mais devant un écart de prix aussi énorme, personne ne songe plus à demander une priorité d'écoulement pour les produits de l'Europe. Sans doute, chaque pays consent fréquemment de tels sacrifices pour assurer la survie de ses propres producteurs ; il le fait au nom de l'intérêt national, car c'est une assurance que constitue pour lui cette survie ; dans le cadre européen, la solidarité n'est pas assez forte pour que de tels facteurs puissent jouer. Ainsi, l'Espagne a été tenue longtemps à l'écart des travaux préparatoires du pool vert, parce que l'idéologie de son gouvernement ne plaisait pas à la majorité de ceux qui y collaboraient ; à l'intérieur d'une nation, au contraire, les provinces dont les élus votent « contre le gouvernement » sont ravitaillées tout comme les autres.

Ce dernier trait aide également à comprendre l'une des raisons, fondamentale celle-ci et non plus seulement occasionnelle, qui freine la constitution d'une « agriculture européenne » : la confusion systématique du politique et de l'économique. A l'origine, il s'agissait d'améliorer le ravitaillement de l'Europe. L'intégration des différentes agricultures nationales, c'est-à-dire l'abandon de souveraineté, était considérée seulement comme l'une des solutions possibles ; elle est devenue, aux yeux de certains, « la » solution unique ; son refus caractériserait le « mauvais Européen ». Il y a là une confusion manifeste. Prêcher aux nations un abandon de souveraineté, c'est leur demander une décision d'ordre politique qui doit être prise pour des mobiles d'ordre politique. La leur demander au nom de l'enrichissement, c'est méconnaître qu'il y

a là deux échelles de valeurs tout à fait distinctes ; penser que « le plat de lentilles » peut tout acheter constitue à la fois une faute contre l'esprit et une maladresse.

Une telle évolution est regrettable. Il y a beaucoup à faire en Europe pour aider les différentes nations à produire et à échanger davantage. Ainsi, il existe dans l'Ouest de la France des milliers d'hectares à conquérir sur la mer ; les ingénieurs français, dont il ne s'agit pas de contester la science, sont les premiers à reconnaître l'incomparable maîtrise qu'ont acquise dans ce domaine les Hollandais ; recourir à ces derniers ne serait pour la France que faire revivre la politique de Colbert. Par ailleurs, il existe à la porte de nos frontières des masses d'ouvriers industriels qui aspirent à boire du vin ; à juger par le prix auquel ils paient leur bière, il ne serait pas difficile de leur offrir du vin digne de ce nom à un prix comparable ; il suffirait d'un peu de compréhension de la part des gouvernements intéressés. De modestes réalisations de ce genre serviraient utilement l'intérêt de tous ; c'est par elles qu'il faut commencer si l'on veut faire l'Europe.

Pierre Fromont,

*professeur à la Faculté de Droit
de Paris, membre de l'Académie d'agriculture.*